LA FONDATION ÉMIR ABDELKADER AU *SOIR D'ALGÉRIE* :

Abdelkader était pluriconfessionnelle»

Lors du colloque organisé par la fondation en 2005, le Pr Mustapha Chérif, ancien ministre de l'Enseignement supérieur, nous fit, dans une remarquable intervention, un bilan édifiant concernant l'enseignement de l'histoire de l'Emir dans les programmes scolaires, du primaire jusqu'au dernier cycle universitaire. Nous citons ici les passages en question : «A titre indicatif au niveau du programme scolaire, seule en classe de quatrième année primaire et dans la discipline langue arabe, une page et demie relate brièvement le rôle de l'Emir dans la résistance à la colonisation et l'édification de l'Etat algérien.

Dans la discipline histoire, au collège, c'est en classe de septième qu'une seule leçon traite de notre héros, puis en classe de huitième, un texte sur des témoignages. Enfin, en neuvième, il est étudié rapidement dans le cadre du mouvement national de résistance.

Au lycée uniquement en classe de 1re année secondaire, l'Emir est cité dans une leçon d'histoire, toujours avec comme aspect principal la dimension guerrière.

Au niveau universitaire, en licence d'histoire, aucun module, en tant que tel n'est consacré à l'Emir Abdelkader. Il est cependant cité en première année, dans le chapitre concernant le mouvement national et la résistance populaire.

Dans les autres filières en sciences humaines et sociales (sociologie, lettres, théologie ou sciences islamiques), presque aucun aspect relatif à l'apport de l'Emir n'est abordé ou signalé.

Au niveau de la recherche, à l'Université d'Alger par exemple, de 1962 à nos jours, très peu de mémoires de magistère ou thèses de doctorat sont consacrées à l'Emir Abdelkader.

D'autre part, il n'existe ni chaire universitaire de l'Emir ni de fonds documentaires conséquents sur lui, notamment sur les quatre étapes essentielles de sa vie, sa formation et son éducation de 1808 à 1832, son combat anticolonial durant dix-sept ans de 1830 à 1847, sa captivité de 1847 à 1852 et son exil de 1852 à 1883, date de son rappel à Dieu.

Sur le plan du patrimoine historique, des arts et de la culture, hormis des expositions disparates, à proprement parler, il n'existe pas encore un musée national de l'Emir où toutes les archives, objets symboles, sont regroupés et mis en valeur. Cela mérite d'être envisagé. Son œuvre, ses écrits, ses correspondances, sont éparpillés à travers le monde, dans des collections privées ou appartenant à des institutions officielles, avec des accès peu aisés aux chercheurs. Il a fallu attendre l'année 2002, par exemple, pour que notre ambassade à Damas réussisse à récupérer des archives de premier plan appartenant à l'Emir, comme le manuscrit original des *Mawaqifs*.

Malgré un travail non négligeable accompli pour certains sites historiques, nombre de demeures où il a habité et travaillé, à l'étranger et en Algérie, sont perdues ou attendent d'être restaurées.

Une université des sciences islamiques à Constantine, quelques écoles et lycées, notamment l'ex-lycée Bugeaud, au niveau de la capitale, et quelques rues et places dans certaines de nos villes, portent son nom, mais est-ce suffisant pour pouvoir garder vivante et opératoire la mémoire de ce symbole majeur, exemple plénier de l'universel pour les générations présentes et à venir.

L'Emir Abdelkader a été le premier chef d'Etat algérien. Il possédait en outre une double légitimité, populaire et de par sa filiation au Prophète. Voulez-vous nous éclairer sur cet aspect de sa personnalité ?

En effet, au courant des bouleversements que subissait un Occident en pleine transition (les Etats-nations faisant timidement leur apparition dans le panorama géopolitique internationale, l'Allemagne et l'Italie par exemple n'existaient pas en tant que nations, l'empire ottoman était en pleine crise), l'Emir réalise que conjointement à la résistance armée, il était nécessaire de construire un Etat moderne, lequel permettrait un nouveau départ pour les Algériens, et il était également essentiel que celui-ci soit conçu selon de nouvelles normes.

En pratique, dans une première phase qui va de 1832 à 1838, l'Emir Abdelkader est concrètement souverain des deux tiers de l'Algérie actuelle. Il s'attelle alors à la construction d'un Etat moderne, c'est-à-dire un Etat différent de celui qui précédait l'invasion française.

Dans la conception d'Abdelkader, le système tribal précolonial, en vigueur sous les Ottomans, et dont s'accommodèrent dans un premier temps les forces d'occupation (prétendument civilisatrices), n'avait plus sa raison d'être. Une armée de métier est constituée afin de ne plus dépendre de l'humeur des tribus. Un système juridique, une Assemblée consultative, une nouvelle monnaie est frappée et des industries voient le jour.

Une gestion plus équitable de l'économie est mise en place. Il savait écouter, et sa curiosité intellectuelle est d'une acuité hors du commun. Récemment, un intervenant fit une comparaison assez pertinente entre l'Emir Abdelkader et Mo'awiya Ibn Abi Sufiyan, le prince ommeyade. Je me permets d'emprunter l'image que je considère plutôt comme un hommage.

L'Emir s'est appuyé pour la construction d'un Etat national sur l'action politique menée par Hamdan Khodja auprès des Algériens pour leur cohésion et notamment auprès des puissances étrangères pour leur faire admettre l'intérêt de l'indépendance de l'Algérie.

Le combat était inégal aussi bien sur le terrain politique que militaire. Cependant, l'ardeur patriotique des deux hommes les engagea à chercher d'abord un compromis avec la puissance coloniale, ensuite, ils n'hésitèrent pas à relever le défi lorsque leur tentative de coopération eut échoué. La stratégie de l'Emir fut, d'abord, l'unification de l'Algérie sous une seule autorité. «Tout au plus, admit-il», écrit Charles André Julien, l'occupation par les Français de zones littorales autour d'Alger, Bône et Oran, car il considérait que n'étant plus le sultan de la mer, sa véritable tâche consistait à unifier l'intérieur. Il se proposa en effet de fonder en Algérie, mis à part, quelques présides, une nation arabe indépendante.

Certes, il cherchait dans son programme de réformes économiques, sociales, politiques et culturelles un modèle, qui s'inspirait de la civilisation islamique, mais il ne craignait nullement d'entrer en contact avec des Européens. Ses proches conseillers pour les affaires extérieures furent Ben Durand, juif d'Alger, élevé à Marseille, et Léon Roches, citoyen français converti à l'Islam.

Cependant, l'Emir Abdelkader ne s'arrête pas à la poésie ; c'est un véritable chef d'Etat, un organisateur et un meneur d'hommes. Il adorait égrener le chapelet mais savait également manier le sabre. Il voulait un Etat moderne mais sans renier le passé.

Authenticité et modernité assimilées semblaient constituer son objectif final. Pour réaliser son programme, il lui fallait non seulement une volonté ferme, mais aussi un ascendant sur son entourage et une action de persuasion pour entraîner les masses populaires dans une voie moderniste.

L'Emir procéda d'abord à un nouveau découpage administratif. Les beyliks sont divisés en khalifatiks, dirigés par des khalifas, le titre de bey est supprimé. Les aghas et les caïds sont élus pour un mandat de dix mois ou d'un an renouvelable.

Les cadis rétribués par l'Etat, la justice était donc gratuite et contrôlée. Chaque fois qu'il s'arrêtait dans une localité, il faisait annoncer par un crieur public que le sultan se tenait à la disposition du public pour recevoir ses plaintes et ses doléances. Abdelkader ne dressa pas de barrières entre lui et le peuple. Il garda la tradition qui l'unissait à lui dans une simplicité caractéristique du marabout qui établissait toujours une communication directe avec son entourage pour mieux l'éduquer. Au point de vue militaire, il rêvait d'avoir une armée à l'image de celle de Muhammad Ali.

Il avait fait venir des instructeurs de Tunis et du Proche-Orient. Des déserteurs européens participaient à la formation de cette jeune armée. Un règlement militaire a été institué, il prévoyait la récompense des soldats qui se distinguaient comme la punition de ceux qui commettaient des fautes. On s'acheminait réellement vers une armée moderne calquée sur le modèle français. Le capitaine Daumas rapporte qu'on «fabriquait des affûts à Miliana. On a même essayé d'y construire des voitures». Il ajoute plus loin : «A Miliana, on confectionne des souliers français pour l'infanterie.»

Si l'Emir portait un si grand intérêt à son armée, s'il cherchait à développer l'industrie, notamment celle de l'armement, il ne négligeait pas le rôle de la police aussi bien celle chargée du maintien de l'ordre que celle placée pour récolter l'information.

Le capitaine Daumas qui, en tant que consul, n'omettait pas de transmettre le moindre renseignement écrivait : «Youssouf (un déserteur) m'a dit que l'Emir avait une police organisée et bien payée. Elle se compose d'une cinquantaine d'hommes qui, mal vêtus et sous le prétexte de vendre ou acheter, se glissent partout, ont des entrevues avec des gens dévoués qui habitent nos villes et l'instruisent aussi de tout ce qui se passe.»

Le pouvoir de l'information, dans son sens le plus large, a été saisi par l'Emir ; il l'utilisa et le généralisa aussi bien pour répandre ses idées dans les milieux français que pour être informé sur eux. Il créa tout un réseau d'agents établis dans des villes stratégiques pour lui fournir autant que possible les renseignements dont il avait besoin. Charles André Julien nous dit que «l'Emir s'informait assidûment des tendances du pouvoir et des mouvements d'opinion tant à Paris qu'à Alger. Il se faisait traduire les journaux français et tâchait d'avoir par son correspondant à Fès, des nouvelles exactes sur ce qui se passait en France. Il semble qu'il ait eu, dans toutes les villes occupées, des agents de renseignements français, parfois importants qu'il appointait. Dans son mémoire au ministre de la Guerre d'août 1840, Garcin signale un cas qu'il tenait de Miloud ben Harach, l'ambassadeur extraordinaire de l'Emir à Paris en 1838 : (c'est un général français en retraite, habitant Paris, et hautement placé, qui le tiendrait au courant de tout ce qui peut l'intéresser. Trois mille piastres sont ses appointements annuels). A l'extérieur, Abdelkader entretient des relations avec les personnalités du Moyen-Orient, mais s'appuya surtout sur le sultan du Maroc».

A partir de quelques éléments historiques glanés dans les ouvrages consacrés à l'Emir, nous pouvons connaître sa conception de l'Etat représentant une nation. Il doit être : l'expression de la souveraineté nationale, c'était au nom de cette légitimité que l'Emir exigeait la soumission des réfractaires comme Tidjani, chef de confrérie et seigneur du désert. Elu par un grand nombre de chefs de tribus, de notables, de responsables de culte et de Ulama, il était donc le seul à détenir le pouvoir et à l'exercer légitimement. Cette attitude s'appuyait sur le droit constitutionnel musulman.

C'est ainsi que l'Emir déclara aussitôt élu : «Je gouvernerai, la loi à la main, et si la loi l'ordonne, je ferai moi-même de mes deux mains une saignée derrière le cou de mon frère.» L'armée, elle, constitue l'appui principal du pouvoir étatique. L'intérêt manifesté pour la création d'une armée régulière, rétribuée, entraînée et encadrée par des hommes fidèles, assure au gouvernement le monopole de l'exercice du pouvoir et le met à l'abri des caprices des chefs de tribus. Il reste que le rôle principal des militaires, c'est la défense du territoire.

Suite en page 8